

Agence du Service Civique

**FORMATIONS DE PREVENTION POUR LE COMPTE DE L'AGENCE DU SERVICE
CIVIQUE EN VUE DE L'ACCOMPAGNEMENT DE JEUNES EN SITUATION DE
FRAGILITE MENTALE ET/OU VICTIMES DE VIOLENCES ET HARCELEMENT
SEXISTES ET SEXUELS**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

Marché n°2025-04

Appel d'offres ouvert

(Articles L.2124-2 et R.2124-2-1° du Code de la commande
publique)

Accord-cadre exécuté par émission de bons de commande

(Articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de
la commande publique)

Marché non-alloti

(Article L. 2113-11 du Code de la commande publique)

Table des matières

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET ENJEUX DU MARCHÉ	3
A. Contexte du marché.....	3
B. Les enjeux de la formation et de l'accompagnement des organismes d'accueil et des tuteurs pour le Service Civique	6
ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3 : MAILLAGE TERRITORIAL ET ANIMATION DE FORMATIONS À DISTANCE.....	9
ARTICLE 4 : PRESTATIONS ATTENDUES	9
4.1. Module de sensibilisation à la santé mentale et d'acquisition des attitudes et réflexes à adopter.....	11
4.2. Module de sensibilisation et de prévention des Violences et Harcèlement Sexistes et Sexuels (VHSS) ...	12
4.3. Module de formation à l'écoute et à l'accompagnement bienveillants	13
4.4. Module d'analyse des pratiques	14
4.5. Animation de formations privées.....	14
4.6 Capitalisation des ressources et bonnes pratiques et conception de ressources pédagogiques mises à disposition des organismes	15
ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION ET OBLIGATION DES PARTIES	15
ARTICLE 6 : SUIVI DU MARCHÉ.....	18
ARTICLE 7 : REUNION DE LANCEMENT DU MARCHÉ.....	18

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET ENJEUX DU MARCHÉ

A. Contexte du marché

L'engagement de Service Civique

L'engagement de Service Civique est la forme principale du Service Civique, destiné aux jeunes de 16 à 25 ans et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap. Il s'agit :

- d'un engagement volontaire ouvert à tous d'une durée de 6 à 12 mois ;
- d'au moins 24 heures hebdomadaires en moyenne sur la durée du contrat ;
- pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des dix domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la Nation ;
- auprès du public, principalement sur le terrain et favorisant la mixité sociale ;
- donnant lieu au versement d'une indemnité prise en charge par l'État, et d'un soutien complémentaire, en nature ou en numéraire, pris en charge par la structure d'accueil ;
- ouvrant droit à un régime complet de protection sociale financé par l'État ;
- pouvant être effectué, en France ou à l'étranger, auprès d'organismes à but non lucratif, de personnes morales de droit public ou d'autres structures introduites par la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017.

L'objectif de l'engagement de Service Civique est à la fois de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur de nos défis sociaux et environnementaux et de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance en eux, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel.

Il a également pour objectif d'être une étape de vie au cours de laquelle des jeunes de toutes origines sociales et culturelles pourront se côtoyer et prendre conscience de la diversité de notre société.

Loin du stage centré sur l'acquisition de compétences professionnelles, le Service Civique est avant tout une étape de vie, d'éducation citoyenne par l'action et il est accessible à tous les jeunes, quelles qu'aient été leur formation ou leur parcours antérieur.

Le Service Civique a fêté ses 10 ans en 2020 et en a désormais 15. En 2024, il a bénéficié à 150 000 volontaires. Il fait partie intégrante du plan « 1 jeune, 1 solution » lancé en 2020. Son intégration et son articulation avec d'autres politiques publiques de jeunesse n'a cessé de se renforcer depuis sa création. En 15 ans, le Service Civique a fait ses preuves et a trouvé une véritable place dans le paysage des institutions comme dans le parcours de vie de centaines de milliers de jeunes. Depuis 2010, plus de 850 000 jeunes ont effectué une mission de Service Civique.

L'Agence du Service Civique

L'Agence du Service Civique (ASC), constituée sous la forme d'un groupement d'intérêt général (GIP) a été créée en 2010. Elle assure à la fois la mise en œuvre du Service Civique et, depuis 2016, la déclinaison française des volets Jeunesse & Sport du programme européen Erasmus+ et du Corps européen de solidarité.

Les missions principales de l'ASC sont de :

- définir les orientations stratégiques et les missions prioritaires du Service Civique ;
- assurer la gestion des agréments et du soutien financier apporté par l'Etat à l'accueil des personnes volontaires en Service Civique ;
- promouvoir et valoriser le Service Civique auprès des publics concernés, des organismes d'accueil et d'orientation des jeunes, des établissements d'enseignement et des branches professionnelles ;
- veiller à l'égal accès de tous les citoyens au Service Civique ;
- favoriser la mise en relation des personnes intéressées par un Service Civique avec les personnes

- morales agréées proposant un contrat de Service Civique ;
- contrôler et évaluer la mise en œuvre du Service Civique ;
- mettre en place et suivre les conditions permettant d'assurer la mixité sociale des bénéficiaires du Service Civique ;
- animer le réseau des volontaires et anciens volontaires en Service Civique ;
- définir le contenu de la formation civique et citoyenne ;
- mettre en œuvre le volet Jeunesse & Sport du Programme européen Erasmus+ ainsi que le Corps européen de solidarité (CES).

Le Corps européen de solidarité est une initiative de l'Union européenne qui permet aux jeunes de 18 à 30 ans de s'engager dans le cadre de projets organisés dans leur pays ou à l'étranger et destinés à aider des communautés et des personnes dans toute l'Europe ou pays partenaires du programme.

Pour la période 2021-2027, deux volets sont mis en œuvre par l'Agence Erasmus+ France Jeunesse et Sport :

- Le volet volontariat

Le CES donne aux jeunes la possibilité de se porter volontaires dans le cadre de projets portés par des organisations à but non lucratif dans le cadre de missions d'intérêt général. Le volontariat ne doit pas se substituer à un stage ou un emploi. Les jeunes bénéficient d'un accompagnement avant, pendant et après le projet de volontariat. Sur ce volet, l'ASC est chargée de mettre en œuvre à l'échelle nationale le cycle de formation des volontaires et des tuteurs dans le cadre du CES.

- Les projets de solidarité

Le CES apporte un soutien aux jeunes qui veulent initier des actions d'entraide et apporter des changements positifs dans leur communauté locale en mettant en place leur propre projet de solidarité. Il peut s'agir d'une activité de solidarité nationale ou locale/régionale. Les projets de solidarité sont mis en œuvre par des groupes de minimum 5 jeunes âgés de 18 à 30 ans et peuvent durer jusqu'à 12 mois. L'ASC assure un accompagnement renforcé de ces groupes informels de jeunes, afin de les aider à déposer leur projet.

Le programme Erasmus+ et son volet Jeunesse et Sport

Erasmus+ est le programme de l'Union européenne visant à soutenir l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport en Europe. L'ASC est chargée de la mise en œuvre des volets Jeunesse et Sport du programme Erasmus+. Pour la période 2021-2027, deux actions clés au sein des volets Jeunesse et Sport du programme Erasmus+ sont décentralisées et font donc l'objet d'une délégation de crédits par la Commission européenne aux Agences nationales :

- L'action clé 1 (KA1), constituée :
 - d'un premier volet relatif à la mobilité des jeunes et des travailleurs de jeunesse, sous la forme d'échanges de jeunes, des projets de mobilité en train avec DiscoverEU et de mises en réseau des travailleurs de jeunesse ;
 - d'un deuxième volet relatif à la Participation de la jeunesse, avec pour objectif d'encourager la participation des jeunes à la vie démocratique en Europe ;
 - d'un troisième volet relatif à la mobilité européenne des coaches sportifs afin de faciliter la montée en compétences par l'échange de pratiques entre pairs.
- L'action clé 2 (KA2), relative aux partenariats pour la coopération :

Elle vise à soutenir le développement, le transfert et/ou la mise en œuvre de pratiques innovantes ainsi que d'initiatives conjointes promouvant la coopération et l'échange de pratiques à un niveau européen. Elle concourt ainsi à développer la qualité du travail de jeunesse.

L'animation territoriale du Service Civique et des programmes européens de mobilité des jeunes

Pour l'exercice de son activité, l'ASC s'appuie sur les préfets de régions et les préfets de départements, et sur les référents du Service Civique dans les services déconcentrés de l'État aux niveaux régional et départemental.

L'article L120-2-1 introduit par la loi égalité et citoyenneté du 27 janvier 2017 dans le Code du service

national met en exergue le rôle renforcé de l'animation départementale du Service Civique :

« Le représentant de l'État dans le département anime le développement du Service Civique avec l'appui des associations, des collectivités territoriales et de leurs groupements et des personnes morales susceptibles de recevoir l'agrément mentionné à l'article L. 120-30 afin :

1° De promouvoir et de valoriser le Service Civique ;

2° De veiller à l'égal accès des citoyens au Service Civique ;

3° D'assurer la mixité sociale des engagés du Service Civique (...) ».

Les référents territoriaux du Service Civique jouant un rôle de premier plan dans le développement du Service Civique, l'accompagnement des structures, l'animation territoriale et le contrôle, ils ont également un rôle prépondérant dans la mise en œuvre et le déploiement du présent marché. Ils contribuent en effet à la coordination du titulaire du présent marché et ceux des autres marchés de formation de l'ASC sur leur territoire et programment, en concertation avec ces titulaires, une offre de formation pour les structures et tuteurs de leur territoire.

Concernant les programmes de mobilité européenne et internationale des jeunes en lien avec les politiques de Jeunesse les responsables Europe et International Jeunesse (REIJ) sont, quant à eux, chargés du pilotage de ces programmes à l'échelon régional dans le domaine de l'éducation non formelle.. Ils ont une connaissance fine des territoires et des structures relevant du champ de la jeunesse et des sports porteuses de projets européens.

Les organismes accueillant des volontaires en Service Civique

En 2024, plus de 9 000 organismes différents, associations, collectivités, établissements publics, services de l'État ou d'autres structures introduites par la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 étaient agréés au titre du Service Civique et accueillait au moins un volontaire. 62 % de ces structures sont des associations, des fédérations ou des unions d'associations. Les établissements publics et services de l'État constituent un peu plus de 28 % des organismes agréés tandis que les collectivités territoriales en représentent près de 5 %. Enfin, les structures restantes représentent 5 % et sont constituées de fondations, fonds de dotation, de mutuelles et d'autres structures ajoutées par la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017.

Les organismes accueillant des volontaires sont donc de natures et de secteurs variés. Ils présentent des cultures professionnelles différentes, plus ou moins familières du Service Civique et du volontariat en général, des structurations et des enjeux également distincts.

Plusieurs solutions sont proposées aux organismes pour accueillir des volontaires :

- disposer d'un agrément propre au titre du Service Civique, attribué par l'ASC pour les organismes à vocation nationale ou par le Préfet de département ou Préfet de région pour les organismes à vocation départementale ou régionale ;
- bénéficier de l'agrément collectif d'une structure dont l'organisme est membre ;
- ou encore bénéficier de la mise à disposition de volontaire, de la part d'un organisme agréé et autorisé à effectuer cette intermédiation auprès d'un organisme tiers non agréé.

Les tuteurs et leur obligation de formation au Service Civique

Le Code du service national précise en son article L120-14 que *« la personne morale agréée assure à la personne volontaire, notamment à travers la désignation d'un tuteur formé à cette fonction, une phase de préparation aux missions qui lui sont confiées, au cours de laquelle est précisé le caractère civique de celles-ci, ainsi qu'un accompagnement dans la réalisation de ses missions. La personne morale agréée assure en outre à la personne volontaire effectuant un engagement de service civique une formation civique et citoyenne et un accompagnement dans sa réflexion sur son projet d'avenir »*. Ainsi, tout volontaire en Service Civique se voit désigné un tuteur, dont l'identité est mentionnée dans son contrat d'engagement.

Ce tuteur a un rôle clé pour la personne volontaire puisqu'il est chargé de faciliter son accueil et son intégration dans la structure, de l'accompagner dans la réalisation de sa mission au quotidien et dans la réflexion sur son projet d'avenir. Enfin, il résulte de l'article L120-14 que le tuteur de volontaires en Service Civique doit obligatoirement être formé à cette fonction spécifique.

Par ailleurs, les critères d'instruction des demandes d'agrément validés par l'ASCe et le Comité Stratégique du Service Civique précisent, concernant cette obligation, qu'un tuteur doit s'être formé au moins une fois au cours des trois années de la durée d'un agrément. La durée de validité de la formation est donc de 3 ans.

Afin de préciser les modalités pour remplir cette obligation, l'ASC a fait évoluer et a précisé sa doctrine en la matière, après concertation avec les référents territoriaux du Service Civique en DRAJES, puis consultation et accord du Comité stratégique du Service Civique, le 6 octobre 2022 et le 21 mars 2023.

L'obligation de formation des tuteurs sera désormais réalisée :

- **si un nouveau tuteur a suivi au moins 2 formations**, comprenant le module « découvrir son rôle de tuteur » et complété par un module d'approfondissement (d'une demi-journée ou d'une journée). Ainsi, l'obligation de formation correspond *a minima* à une journée et demie de face-à-face pédagogique.

Pour les nouveaux tuteurs, l'ASC préconise qu'au moins une des deux formations (de préférence le module « découvrir son rôle de tuteur ») soit suivie, soit en amont de l'arrivée du volontaire, soit pendant les trois premiers mois de la mission. Cette doctrine tient compte de la durée de validité de la formation, à savoir les trois années de durée d'un agrément, en exigeant des tuteurs qu'ils suivent en plus une formation d'approfondissement au cours de ces trois années.

Une distinction doit être opérée entre les nouveaux tuteurs et les tuteurs ayant une expérience confirmée dans le tutorat de volontaires en Service Civique et ayant déjà suivi plusieurs formations de tuteur de volontaires en Service Civique. Pour ces derniers, deux modules seront également requis pour actualiser l'obligation de formation tous les trois ans, sans préconisation quant au choix des modules à suivre. Ces deux modules pourront être d'une demi-journée chacun, soit *a minima* une journée de face-à-face pédagogique sur trois ans ;

- **que les formations soient suivies en présentiel ou à distance**. Afin de permettre aux tuteurs rencontrant des problèmes de mobilité ou aux tuteurs trop éloignés des lieux de formation de se former, l'obligation de formation sera respectée si les modules ont été suivis entièrement à distance. Le respect de cette obligation de formation des tuteurs est vérifié par les services de l'Etat en charge d'agréer les structures au titre du Service Civique et de contrôler les agréments.

B. Les enjeux de la formation et de l'accompagnement des organismes d'accueil et des tuteurs pour le Service Civique

Depuis sa création, le Service Civique s'est fait une place dans le paysage des politiques en faveur de la jeunesse. Sa notoriété parmi les jeunes et les organismes est forte et ils sont de plus en plus nombreux à en faire ou en avoir fait l'expérience. Toutefois, malgré cette généralisation du Service Civique, les fondamentaux et spécificités de cette politique publique restent mal connus des structures et leurs implications pratiques pour le déploiement des projets d'accueil et des missions sont insuffisamment maîtrisées. L'appropriation par les organismes de ces fondamentaux et spécificités est pourtant une garantie de la qualité du Service Civique.

Par ailleurs, la diversité des cultures professionnelles des organismes d'accueil, des structurations et enjeux de chaque secteur conduit à des approches et des usages différents du Service Civique. Si chaque mission réalisée par un volontaire est par définition unique, il est malgré tout nécessaire de s'assurer que les fondamentaux du Service Civique soient maîtrisés par la diversité des structures.

En outre, si l'obligation de formation des tuteurs est inscrite dans la loi, elle est impérative pour garantir la qualité de l'expérience vécue par les volontaires pendant leur mission de Service Civique. Les enquêtes de satisfaction adressée par l'ASC aux volontaires 6 mois après la fin de leur mission démontrent en effet l'importance et l'influence du tutorat sur la satisfaction des volontaires. 82 % des jeunes « très satisfaits » de la relation avec leur tuteur le sont aussi de leur expérience en Service Civique, contre 57 % pour la moyenne des volontaires. A l'opposé, parmi les 13 % de volontaires mécontents de leur expérience de Service Civique, la première raison d'insatisfaction avancée est soit l'accompagnement du tuteur (39 %) soit celui plus global prodigué au cours de la mission (33 %). Plus globalement, l'analyse de ces enquêtes illustre le lien étroit entre satisfaction vis-à-vis de l'accompagnement et satisfaction globale à l'égard de la mission. Le tutorat et l'accompagnement sont donc des éléments décisifs dans l'expérience de Service Civique.

Une enquête qualitative réalisée par Kantar, à la demande de l'ASC, auprès de volontaires et de tuteurs formés et non formés confirme ce constat. Les volontaires accordent une grande importance à ce qu'un tuteur soit clairement identifié et des relations distendues avec ce dernier sont fréquemment sources de déceptions. Les attentes des volontaires à l'égard de leur tuteur sont principalement : la définition des missions et des tâches, l'accompagnement à l'intégration dans l'équipe et la structure, d'assurer un suivi et des points réguliers, d'être une personne ressource et à l'écoute.

Afin de former les tuteurs et les travailleurs de jeunesse impliqués dans les différents programmes à leur rôle et de continuer à construire et consolider une culture commune partagée par l'ensemble des acteurs, l'ASC souhaite proposer une offre de formations et de ressources d'accompagnement répondant aux objectifs généraux suivants :

- homogénéiser et améliorer la connaissance relative au Service Civique pour tous les organismes d'accueil, qu'ils soient agréés, bénéficiant d'un agrément collectif ou d'une mise à disposition, organismes publics ou privés et quel que soit leur secteur ;
- offrir un espace d'échanges d'expériences et de pratiques destiné aux gestionnaires d'agrément et coordinateurs du Service Civique comme aux tuteurs et accompagnateurs de volontaires ou autres travailleurs de jeunesse mobilisés ;
- formaliser davantage les méthodes, bonnes pratiques, outils et ressources facilitant la mise en œuvre et garantissant la qualité du Service Civique et de la mise en œuvre des programmes européens portés par l'ASC.

Pour répondre à ces objectifs, cette offre de formations et de ressources devra :

- être suffisamment large et variée pour répondre à des besoins particuliers, liés à des contextes territoriaux, à des publics de volontaires ou des situations spécifiques rencontrées par ces derniers, à des enjeux particuliers de déploiement du Service Civique dans certains secteurs ou encore des projets européens ;
- offrir des formations à distance de qualité et des ressources numériques, sans se substituer à la formation en présentiel, afin de proposer une diversité de modes d'apprentissage et des ressources formatives disponibles en continu.

Poursuivre la formation aux fondamentaux des différents acteurs concernés par le Service Civique au sein des organismes d'accueil ou des organismes souhaitant le devenir

Depuis 2017, la formation des organismes concerne non seulement les tuteurs et accompagnateurs des volontaires au quotidien, mais aussi les gestionnaires d'agrément et coordinateurs du Service Civique. Si ces fonctions peuvent être assurées par la même personne au sein d'organismes d'accueil de petite taille, elles sont souvent réparties entre plusieurs personnes dans les organismes qui accueillent un volume plus conséquent de volontaires. Ainsi, l'offre de formations et de ressources doit s'adresser à l'ensemble des acteurs contribuant à l'accueil de volontaires ou amenés à les côtoyer : les tuteurs et accompagnateurs de volontaires, les gestionnaires d'agrément, les personnels en charge de la gestion des ressources humaines et concernés par la mise en œuvre du Service Civique dans l'organisme, les coordinateurs et relais territoriaux du Service Civique et toute autre personne en ressentant la nécessité. Parmi ces publics

identifiés, les tuteurs, les gestionnaires d'agrément et leurs relais territoriaux constituent les acteurs clés de la qualité du Service Civique au sein des structures.

Des formations aux fondamentaux du Service Civique et à ce qu'ils impliquent dans la conception et le déploiement des projets d'accueil, en particulier en matière de définition des missions, devront être proposées pour ces acteurs.

Élargir et varier l'offre de formations pour répondre à des besoins spécifiques

En complément de ces formations aux fondamentaux, l'offre de formations et de ressources doit aussi permettre à des organismes, expérimentés ou non en matière de Service Civique, mais demandant un accompagnement adapté, d'approfondir certains sujets ou de bénéficier de formats spécifiques.

Il est précisé que l'ASC dispose en parallèle du présent marché d'un marché alloti (2024-01), dont les trois lots sont consacrés respectivement aux fondamentaux du Service Civique, aux spécificités du Service Civique à l'international et à l'accompagnement de volontaires en situation de handicap qui ne sont pas concernés par le présent appel d'offres. Il est précisé que le titulaire du lot n°1 de ce marché est tenu de :

- réaliser une solution en ligne sous forme d'outil afin d'enregistrer le calendrier de l'ensemble des formations proposées dans les différents territoires et aux différentes dates retenues. Cet outil permettra également d'enregistrer les inscriptions des participants ainsi que le dépôt de l'ensemble des ressources pédagogiques décrites à l'article 4.6 ;
- gérer les inscriptions aux modules d'accompagnement par l'intermédiaire d'un outil d'inscription en ligne, assurer les rappels nécessaires aux inscrits ;
- assurer un reporting des inscrits auprès des organisateurs des modules.

Le nom et les coordonnées du titulaire seront transmis au titulaire du présent marché après notification.

Le présent marché vient en complément de cette offre de formations existant et recouvre principalement les enjeux liés à la santé mentale des volontaires et à la lutte contre les violences et harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) dont peuvent être victimes ou témoins, et parfois auteurs, les volontaires en Service Civique, en CES ou encore les jeunes participant à un projet Erasmus+.

Le présent marché vient en complément de cette offre de formations existante et recouvre principalement les enjeux liés à la santé mentale des volontaires et à la lutte contre les violences et harcèlement sexistes et sexuels (VHSS) dont peuvent être victimes ou témoins, et parfois auteurs, les volontaires en Service Civique, en CES ou encore les jeunes participant à un projet Erasmus+.

L'ASC souhaite répondre à des situations critiques observées dans le déroulement des missions liées à la santé mentale des volontaires et aux violences et harcèlement sexistes et sexuelles, avec une expertise et une ingénierie de formation dédiées pour accompagner les structures et tuteurs sur ces deux sujets.

Le titulaire pourra aussi être amené à animer des formations privées (ou dédiées) si un organisme d'accueil ou un service de l'Etat en fait la demande. L'ensemble des prestations de formation proposées dans le cadre du marché pourront faire l'objet d'une formation privée. À ce titre, les déroulés pédagogiques pourront faire l'objet de modification et d'une ingénierie pédagogique *ad hoc* lorsque, à la suite d'une analyse de la demande, il apparaît nécessaire d'adapter le déroulement et les contenus des modules existants.

L'ensemble de cette offre de formations doit permettre aux services de l'Etat de construire une programmation et des parcours de formation adaptés aux besoins. Le marché et l'ensemble des prestations qu'il prévoit sont conçus comme un appui aux missions d'accompagnement des structures et d'animation du Service Civique menées par les services de l'Etat.

Pouvoir aux organismes et tuteurs des formations à distance de qualité et capitaliser sur les ressources et bonnes pratiques des organismes

Le titulaire du présent marché devra faciliter l'identification et de recueil des ressources, outils et bonnes pratiques qui peuvent être partagées par les participants en formation. Il contribuera également à la formalisation et à la diffusion de ressources pédagogiques et de bonnes pratiques. Le titulaire du marché participera à la formalisation de ces ressources et bonnes pratiques qui seront mis à disposition de l'ensemble des organismes sur un site ou une plateforme numérique dédiée. Ces ressources pédagogiques doivent offrir aux organismes, gestionnaires d'agrément et tuteurs la capacité de s'informer sur le Service Civique, d'apprendre, de trouver des réponses à leur question ou d'améliorer leurs pratiques en complémentarité des formations pourvues.

Enfin, l'ensemble des modules sera proposé en présentiel et à distance. L'offre de formation à distance sera équivalente à l'offre de formation en présentiel, mais les prestations seront adaptées, tant en termes de durée que de méthodes et d'outils pédagogiques. De ce point de vue, les formations à distance devront maintenir un haut niveau d'exigence et de qualité.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la conception et l'animation de formations de prévention pour le compte de l'Agence du Service Civique en vue de l'accompagnement de jeunes en situation de fragilité mentale et/ou victimes et/ou témoins de violences et harcèlement sexistes et sexuels.

Ces formations ciblent plus particulièrement les enjeux de santé mentale des volontaires et de lutte contre les violences et harcèlement sexistes et sexuelles.

ARTICLE 3 : MAILLAGE TERRITORIAL ET ANIMATION DE FORMATIONS À DISTANCE

Le titulaire devra être en capacité d'animer des formations et ateliers en présentiel sur l'ensemble du territoire métropolitain et dans les territoires d'Outre-mer.

Le titulaire désignera un référent national pour l'exécution et le suivi du marché. Il devra aussi désigner un coordinateur distinct dans chaque région. Ce coordinateur régional sera l'interlocuteur des référents territoriaux du Service Civique en DRAJES et des référents régionaux des titulaires des autres marchés de formation de l'ASC. De façon temporaire, par exemple en cas de rotation des personnels ou pour d'autres motifs de vacance de poste, l'absence de coordinateur dans une région pour le titulaire pourra être compensée par le référent national ou un autre coordinateur régional. Pour ne pas mettre en difficulté la bonne exécution du marché, cette vacance ne pourra excéder 6 mois.

Le titulaire devra également être en capacité de proposer une offre de formation à distance.

ARTICLE 4 : PRESTATIONS ATTENDUES

Pour la période 2025-2027, l'objectif est de former 19 000 personnes en 2025 puis 20 000 personnes en 2026 et en 2027. Ces objectifs généraux, qui portent sur l'ensemble du périmètre des lots et marchés de l'ASC concourant à la formation des organismes d'accueil, ont été validés au Conseil d'administration de l'ASC dans le cadre du Contrat d'objectifs et de performance (COP), signé avec le ministère de tutelle de l'ASC et qui couvre cette période. A noter que ces objectifs pourront faire l'objet d'un réajustement en cours d'exécution.

Pour l'ensemble des formations, le titulaire devra utiliser une pédagogie active et des méthodes d'animation participatives, en s'appuyant sur des cas pratiques, des mises en situation, des exemples d'outils, et en favorisant les discussions, les réflexions communes et les échanges de pratiques.

Il devra tenir compte de la variété des types d'organismes et de leur différence de culture professionnelle (milieu associatif, fédérations, collectivités territoriales, établissements publics, services de l'État, avec des tuteurs ayant le statut de bénévoles, de salariés ou d'agents publics). Pour ce faire, il devra lui-même être familier du milieu associatif et du secteur public et avoir eu une expérience d'accompagnement et/ou de formation auprès de ces deux milieux. L'ASC fournira également au titulaire et aux formateurs des informations et ressources pour qu'ils puissent adapter certains exemples (de missions, de modes d'organisation de l'accueil, etc.) aux organismes rencontrés.

Le titulaire s'appuiera sur les divers documents que l'ASC produira, par exemple des guides pratiques génériques ou conçus pour des secteurs ou types de structure spécifiques.

Une attention particulière sera portée aux enjeux et modalités d'accueil et d'accompagnement de tous les jeunes étant donné le principe d'accessibilité à tous du Service Civique. Cette dimension sera présente dans chacune des prestations proposées.

Le présent marché a pour objet des prestations de formation de prévention à destination des tuteurs de volontaires et/ou travailleurs de jeunesse en vue de l'accompagnement de jeunes en situation de fragilité mentale et/ou victimes de violences et harcèlement sexistes et sexuelles (VHSS).

L'ASC souhaite notamment répondre à des situations critiques observées dans le déroulement des missions de volontariat individuel en France ou à l'étranger (Service Civique et CES) ou dans le cadre de projets Erasmus+ (mobilités individuelles et collectives, activités locales avec ou sans dimension internationales), liées à la santé mentale et aux VHSS, avec une expertise et une ingénierie de formation dédiées pour accompagner les structures (travailleurs de jeunesse, professionnels ou bénévoles et tuteurs) sur ces deux sujets.

À la suite de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, la santé mentale des jeunes (13–30 ans) s'est fortement détériorée, phénomène observé aussi bien en France qu'à l'échelle européenne. Un rapport du Sénat publié en 2024 pointe la dégradation de la santé mentale comme une « *tendance de fond, particulièrement alarmante chez les jeunes* ». Il indique que près de **30 % des jeunes âgés de 11 à 24 ans** souffrent de troubles anxieux ou dépressifs, et qu'**un quart des lycéens** déclarent avoir eu des pensées suicidaires au cours des 12 derniers mois (source : [Sénat, Rapport d'information n° 787](#), 2025).

À l'échelle européenne, le rapport *Panorama de la santé* (OCDE/UE) rappelle qu'environ **14 millions de jeunes âgés de 15 à 29 ans** souffraient déjà de troubles mentaux avant la pandémie, et que la situation s'est encore aggravée depuis (source : [OCDE, Rapport « Panorama de la santé : Europe », 2022](#)). En 2023, **59 % des 16 – 24 ans** avaient connu des problèmes de santé mentale dans les 12 derniers mois (source : [Flash Eurobaromètre 530, 2023](#)).

Cette dégradation de la santé mentale a été vécue concrètement par de nombreux organismes d'accueil, travailleurs de jeunesse, tuteurs et bien sûr jeunes.

La prise en compte de la santé mentale des jeunes nécessite donc une intervention au niveau des structures d'accueil (travailleurs de jeunesse et tuteurs), parfois confrontés dans le cadre de leur accompagnement des jeunes à des problèmes médico-sociaux auxquels ils ne sont, la plupart du temps, pas préparés à répondre. Le présent marché devra fournir aux structures d'accueil, d'une part, des connaissances pour identifier le plus tôt possible si un jeune volontaire ou participant à un projet Erasmus+ est sujet à un ou des problèmes de santé mentale et, d'autre part, des « réflexes » à adopter et des ressources vers lesquelles renvoyer ces jeunes pour une prise en charge.

Les services de l'Etat en charge du Service Civique ont également été confrontés à un volume croissant de faits de VHSS déclarés, soit que les jeunes en volontariat ou participant à un projet Erasmus+ en soient les victimes, soit qu'ils en soient les potentiels auteurs, soient qu'ils en aient été témoins lors de leur mission.

L'ASC fait de la réponse apportée à ces situations une priorité. Elle met en place un certain nombre d'actions pour prévenir et traiter ces situations. Une des mesures de ce plan est donc la formation des organismes d'accueil (travailleurs de jeunesse et tuteurs) à la prévention de ces violences et harcèlement, à l'acquisition de connaissances sur les outils et acteurs ressources, ainsi qu'aux premières mesures à prendre en cas de signalement d'une VHSS au cours de la mission de volontariat (Service Civique ou CES) ou du projet Erasmus+.

L'enjeu pour les travailleurs de jeunesse et tuteurs est d'apprendre à détecter ce type de fragilité/violences en amont et de les prévenir autant que possible, ainsi que de réorienter le cas échéant vers les structures compétentes, mais pas de les prendre en charge. Il ne s'agira donc pas de former les tuteurs et accompagnateurs à poser un diagnostic qui relève du corps médical.

En complément, le présent marché a également pour objet de développer dans les structures les attitudes et postures facilitantes pour recueillir la parole des personnes victimes de violences, en particulier l'écoute active, bienveillante et respectueuse, l'empathie et les attitudes non moralisantes. Les formations devront aussi aborder la question du dialogue et des échanges avec les personnes auteures de violence.

Enfin, le titulaire devra intégrer une prise en compte des enjeux liés aux jeunes mineurs à partir de 13 ans (les échanges de jeunes Erasmus+ sont possibles dès 13 ans), aux jeunes à l'étranger et/ou avec une problématique d'interculturalité (isolement, éloignement de ses amis et de sa famille, obstacles linguistiques, méconnaissance du système de santé ou judiciaire local, autres risques liés au fait d'être à l'international, etc.) ainsi qu'aux personnes LGBTQIA+. Les parcours des jeunes LGBTQIA+ et les LGBTphobies qu'ils sont susceptibles de vivre peuvent en effet avoir des incidences majeures en matière de fragilité psychologique et sur leur santé mentale. De même, les représentations et comportements sexistes ou LGBTphobies favorisent le sexisme d'ambiance, le harcèlement ou encore le cyber harcèlement qui seront abordés dans le module dédié à la prévention des violences sexistes et sexuelles. Il importera donc que le titulaire définisse clairement au cours de ces modules les notions de sexe, d'identité de genre et d'orientation sexuelle et sensibilise les tuteurs et accompagnateurs des volontaires à la prise en compte des enjeux propres aux personnes LGBTQIA+.

4.1. Module de sensibilisation à la santé mentale et d'acquisition des attitudes et réflexes à adopter

Publics cibles :

Cette formation s'adresse à toutes les structures d'accueil de volontaires français ou étrangers (Service Civique ou Corps européen de solidarité) et/ou organisatrices d'activités dans le cadre du programme Erasmus+, secteurs Jeunesse et Sport (mobilité entrante et sortante, individuelle et collective, de jeunes de 13 à 30 ans ; activités locales à destination des jeunes de 13 à 30 ans avec ou sans dimension internationale). Elle s'adresse plus particulièrement, au sein de ces structures aux tuteurs de volontaires, aux travailleurs de jeunesse, et plus largement à tout le personnel, professionnel ou bénévole, en charge de l'accueil et de l'accompagnement des jeunes.

Objectifs :

Cette formation devra répondre aux objectifs pédagogiques suivants :

- travailler sur les représentations de la santé mentale, définir le concept et donner des repères théoriques sur le sujet ;
- acquérir des connaissances de base sur les troubles de santé mentale : dépression, troubles anxieux, troubles psychotiques, problèmes liés à la dépendance ;
- acquérir des connaissances de base sur les facteurs de risques et les facteurs de protection liés à la santé mentale, notamment dans le cadre d'une mobilité à l'étranger et / ou dans un contexte interculturel
- savoir reconnaître les premiers signes et symptômes de détresse psychologique et connaître les différents types de crise en santé mentale ;

- connaître, au travers d'un travail de réflexion et d'élaboration, les postures, comportements et réflexes à adopter pour apporter une première aide et être ainsi outillé pour réagir de manière adéquate face à des volontaires en situation de fragilité psychologique et en cas de crise ;
- savoir s'orienter parmi les institutions, professionnels et acteurs de la santé pour faciliter une prise en charge de la personne ;
- connaître quelques ressources pédagogiques pour sensibiliser à la santé mentale (pouvant être mobilisées au sein de la structure et auprès des jeunes) et les formations existantes pour permettre aux participants d'approfondir et d'améliorer leurs compétences sur le sujet.

Cette formation a aussi pour objectif d'être un lieu d'échange et de partage d'expériences sur la santé mentale entre les participants. Des situations difficiles rencontrées par les structures (tuteurs et travailleurs de jeunesse) pourront émerger de ces échanges et être traitées collectivement comme cas pratiques.

Modalité de dispense :

Cette formation devra être proposée en présentiel et à distance.

Durée :

La durée de la formation devra être d'une journée pour la formation en présentiel. La formation à distance devra être scindée en deux modules, consécutifs ou non, de 3 heures.

4.2. Module de sensibilisation et de prévention des Violences et Harcèlement Sexistes et Sexuels (VHSS)

Publics cibles :

Cette formation s'adresse à toutes les structures d'accueil de volontaires français ou étrangers (Service Civique ou CES) et/ou organisatrices d'activités dans le cadre du programme Erasmus+, secteurs Jeunesse et Sport (mobilité entrante et sortante, individuelle et collective, de jeunes de 13 à 30 ans ; activités locales à destination des jeunes de 13 à 30 ans avec ou sans dimension internationale). Elle s'adresse plus particulièrement, au sein de ces structures aux tuteurs de volontaires, aux travailleurs de jeunesse, et plus largement à tout le personnel, professionnel ou bénévole, en charge de l'accueil et de l'accompagnement des jeunes.

Objectifs :

Cette formation devra répondre aux objectifs pédagogiques suivants :

- connaître les définitions et être capable de différencier les différentes infractions sexuelles, ainsi que l'outrage sexiste ou sexuel ;
- présenter la politique de l'ASC en matière de prévention des VHSS ;
- comprendre des concepts et termes clés rattachés aux VHSS, notamment : le consentement, l'intégrité physique et morale, le sexisme, le sexisme d'ambiance, le harcèlement et le cyber harcèlement, les discriminations, notamment celles fondées sur le sexe, l'identité de genre ou l'orientation sexuelle ;
- comprendre les mécanismes spécifiques qui favorisent les cas de violences et harcèlement sexistes et sexuels et les conséquences sur les victimes (impact sur la santé et le parcours des victimes), y compris dans un contexte interculturel ;
- savoir identifier dans son environnement (professionnel ou bénévole) et dans l'environnement du volontaire les situations à risques ;
- identifier les actions qui peuvent être mises en place pour se prémunir de situations à risques. Connaître les dispositifs de prévention à mettre en place au sein de sa structure pour prévenir et réagir face aux VHSS. Sensibiliser les participants à la nécessité d'élaborer au sein de leur structure des mesures de prévention des VHSS (victimes, auteurs), notamment dès lors que les missions mettent les jeunes au contact d'un public vulnérable ;
- connaître les obligations légales de sa structure et les obligations spécifiques en fonction de son champ d'activité, en particulier en cas d'accueil de mineur ;

- au travers d'analyses de situations et d'études de cas :
 - développer ses compétences à accueillir, écouter et recevoir la parole des victimes et savoir réagir face à des cas de VHSS ;
 - connaître le champ de sa responsabilité en tant que structure et ses limites ;
 - identifier les institutions et acteurs vers lesquels orienter les personnes victimes, au niveau national et européen ;
 - savoir quelles posture et réaction adopter vis-à-vis des auteurs de VHSS et, en fonction des cas, vers quels acteurs nationaux et européens les orienter ;
 - connaître les modalités de gestion des situations par les organismes d'accueil et par les tuteurs et travailleurs de jeunesse.

Modalité de dispense :

Cette formation devra être proposée en présentiel et à distance.

Durée :

La durée de la formation devra être d'une journée pour la formation en présentiel. La formation à distance devra être scindée en deux modules, consécutifs ou non, de 3 heures.

4.3. Module de formation à l'écoute et à l'accompagnement bienveillants

Publics cibles :

Cette formation s'adresse à toutes les structures d'accueil de volontaire en Service Civique et à l'ensemble du personnel (tuteur ou non) en charge de leur accueil et de leur accompagnement. Cette formation est également ouverte aux structures d'accueil de volontaires du CES et à l'ensemble des structures bénéficiant d'un programme européen porté par l'ASC dans le cadre du programme Erasmus+ Jeunesse et Sport.

Objectifs :

Cette formation devra répondre aux objectifs pédagogiques suivants, en particulier au travers de mises en situation et de jeux de rôle en lien avec les sujets abordés dans les articles 4.1 et 4.2 :

- développer des compétences relationnelles : écouter sans jugement et avec empathie, rassurer et donner de l'information ;
- développer les compétences relatives à l'écoute bienveillante et respectueuse par l'acquisition de techniques adaptées. Acquérir une démarche et une méthode d'écoute pour accueillir la parole de victimes ;
- s'entraîner à la reformulation pour favoriser le dialogue, à l'écoute active et aux méthodes utiles en cas de conflits (conflit entre jeunes volontaires ou non, entre jeune et bénéficiaire ou entre jeunes et structure)
- savoir reconnaître et nommer les émotions. Connaître des méthodes d'accompagnement liées à la gestion des émotions et des conflits ;
- savoir reconnaître ses émotions et attitudes, adapter sa posture et maîtriser sa communication verbale et non verbale ;
- savoir informer, sécuriser et si nécessaire orienter la personne entendue.

Cette formation a aussi pour objectif d'être un lieu d'échange et de partage d'expériences entre les participants. Des situations difficiles rencontrées par les structures d'accueil (tuteurs et travailleurs de jeunesse) pourront émerger de ces échanges et être traitées collectivement comme cas pratiques.

Modalité de dispense :

Cette formation devra être proposée en présentiel et à distance.

Durée :

La durée de la formation devra être d'une journée pour la formation en présentiel. La formation à distance devra être scindée en deux modules, consécutifs ou non, de 2 heures 30.

4.4. Module d'analyse des pratiques

Publics cibles :

Cette formation s'adresse à toutes les structures d'accueil de volontaire en Service Civique et à l'ensemble du personnel (tuteur ou non) en charge de leur accueil et de leur accompagnement. Cette formation est également ouverte aux structures d'accueil de volontaire du Corps européen de solidarité et à l'ensemble des structures bénéficiant d'un programme européen porté par l'ASC dans le cadre du programme Erasmus+ Jeunesse et Sport.

La participation préalable à l'un des modules thématiques présentés plus haut est un prérequis à l'inscription au module d'échange et d'analyse de pratiques.

Objectifs :

Les objectifs du module d'analyse des pratiques d'accueil et d'accompagnement des volontaires sont, dans un espace garantissant la confidentialité et favorisant l'expression, l'écoute et l'entraide au sein du groupe de participants, de favoriser :

- la formulation par les participants de leurs pratiques d'accueil et d'accompagnement des volontaires ;
- l'analyse individuelle et collective de situations concrètes et vécues qui les mettent en difficulté ou qu'ils estiment problématiques ;
- le travail d'élucidation des contraintes et enjeux propres à ces situations ;
- la recherche individuelle et collective de pistes pour mieux répondre ou répondre autrement et apporter une ou des solutions aux situations analysées.

Les participants auront tous en commun d'intervenir, à différents niveaux, dans l'accueil et l'accompagnement de volontaires. Les sujets et situations abordés pourront relever des thématiques de formation traitées dans les articles 4.1, 4.2 et 4.3, mais aussi de toutes situations d'accompagnement et de tutorat jugées problématiques par les participants.

Modalité de dispense :

Cette formation devra être proposée en présentiel uniquement.

Durée :

La durée de cette formation devra être d'une demi-journée (3 heures 30).

4.5. Animation de formations privées

Le titulaire sera amené à animer des formations privées, dont les objectifs sont exposés aux articles 4.1 à 4.4, si un organisme d'accueil en fait la demande et à condition qu'il soit en mesure de garantir la participation effective d'un minimum de 7 personnes et de prendre en charge l'organisation logistique (mise à disposition de locaux adaptés et du matériel de formation, transport et hébergement éventuels des participants en cas de formation en présentiel).

La préparation de ces formations et ateliers privés nécessite du titulaire une première étape d'échange avec le commanditaire, d'analyse de la demande et du besoin, afin de proposer au commanditaire les prestations les plus adéquates. A cette étape, le titulaire pourra également solliciter l'ASC ou, s'il s'agit d'une structure disposant d'un agrément de Service Civique, les référents territoriaux du Service Civique chargés de suivre l'agrément de l'organisme demandeur. Les REIJ peuvent également être force de proposition et préconiser, en fonction des besoins repérés, l'organisation de « formations privées » au sein d'une structure labellisée pour l'accueil de jeunes en CES ou porteuse de projet Erasmus+ Jeunesse et Sport.

Lorsque la formation privée demande un travail d'ingénierie *ad hoc* pour adapter partiellement le déroulé

et/ou les contenus pédagogiques, le titulaire et le commanditaire de la formation devront s'engager et s'impliquer tous deux dans la préparation de cette formation. Si l'élaboration des déroulés et contenus pédagogiques restent à la charge du titulaire du marché, le commanditaire devra fournir les éléments de contexte, les informations, documents et ressources permettant au titulaire de préparer la formation et de la rendre la plus pertinente possible et adaptée. Le commanditaire devra également formaliser certains contenus s'il souhaite intervenir lors d'une séquence de la formation, par exemple pour présenter les spécificités de l'agrément de l'organisme.

4.6 Capitalisation des ressources et bonnes pratiques et conception de ressources pédagogiques mises à disposition des organismes

Les formations constituent des espaces d'échanges dont peuvent être tirées des ressources, bonnes pratiques, outils et initiatives à diffuser largement aux organismes d'accueil de volontaires et bénéficiaires de subventions dans le cadre du programme Erasmus+ (secteurs jeunesse et sport). Par ailleurs, le titulaire devra également profiter de l'expérience des formateurs pour faire remonter, aux services de l'Etat, les questions et problématiques récurrentes qui leur sont soumises en formation.

Sur la base de ce premier travail de capitalisation et des informations et ressources fournies par l'ASC sur le cadre légal et réglementaire du Service Civique, le titulaire devra :

- formaliser sous la forme d'une fiche pratique synthétique (1 à 4 pages maximum) la bonne pratique ou les réponses à apporter à un sujet abordé de façon récurrente en formation ;
- faire relire et valider le contenu par l'ASC ;
- mettre en ligne les ressources pédagogiques et bonnes pratiques formalisées sur le site internet réalisé par le titulaire du lot 1 du marché n°2024-01 (cf. point 1.B du présent CCTP)
- diffuser aux formateurs ces ressources pédagogiques et bonnes pratiques, et faciliter leur appropriation afin qu'elles soient réutilisées dans les formations.

Ces ressources pédagogiques intégreront la chartre graphique de l'ASC.

ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA PRESTATION ET OBLIGATION DES PARTIES

Afin que l'ASC valide les prestations de formation qui seront délivrées, le titulaire devra fournir dans un délai maximum de 4 mois après l'attribution du marché :

- un déroulé pédagogique détaillé, séquence pédagogique par séquence pédagogique, de chaque module de formation ;
- le Powerpoint de la formation intégrant ses principaux contenus ;
- l'ensemble des supports pédagogiques utilisés pendant son animation.

L'ASC disposera d'un délai d'un mois et demi maximum pour apporter un retour au titulaire, soit en validant le module tel qu'il est proposé, soit en demandant au titulaire d'apporter des modifications ou précisions aux modules. Le titulaire disposera ensuite d'un délai d'un mois pour apporter les modifications et précisions demandées.

Les prestations de formation ne pourront démarrer sans cette validation des modules par l'ASC, sauf décision expresse transmise au titulaire (par voie électronique).

Afin de favoriser les échanges entre les participants tout en garantissant la qualité d'écoute, les formations réuniront 7 participants au minimum et 25 au maximum. Dans le cas où un participant qui renonce à participer à un module est le 7^e inscrit :

- si son abandon est notifié au titulaire une semaine avant la tenue du module d'accompagnement, le dit-module pourra être annulé sur décision expresse du commanditaire, qu'il s'agisse de l'ASC, des référents territoriaux du Service Civique ou des REIJ. ;
- si son abandon est notifié au titulaire entre le 6^e jour précédent la formation et la veille de la

formation, le module d'accompagnement devra se tenir pour le nombre d'inscrits confirmés.

Dans le cadre du présent marché, l'ASC s'engage à :

- prendre intégralement en charge le coût des formations. Aucune participation financière supplémentaire ne doit être demandée aux participants par le titulaire ;
- informer tous les organismes ayant obtenu un agrément au titre du Service Civique ou accueillant des volontaires du Corps Européen de Solidarité, ou bénéficiaires de subventions Erasmus+ France dans les secteurs de la Jeunesse ou des Sports, des formations et ressources proposées à travers le présent marché ;
- Informer les organismes de la possibilité de solliciter une formation ou un atelier qui leur soit dédié à partir de 7 inscrits ;
- Informer les référents territoriaux du Service Civique de l'obligation d'organiser des sessions de formation sur leur territoire pour répondre à l'obligation de formation des tuteurs. Les REIJ ont la possibilité d'organiser des sessions de formation sur leur territoire, après accord de leur autorité hiérarchique. Le titulaire du marché doit pouvoir organiser et animer au moins une session par région sur la durée du marché ;
- accompagner les référents territoriaux du Service Civique et les référents Europe et International Jeunesse dans leur appropriation de l'offre de formations à travers le présent marché et être en soutien de leur activité de programmation ;
- contribuer à la formation des formateurs mobilisés par le titulaire, sous la forme de webinaire d'une durée de 2 heures à 3 heures et en programmant les sessions au moins 8 semaines à l'avance, pour les former sur : le cadre et les évolutions législatives et réglementaires du Service Civique et du programme Erasmus+ Jeunesse et Sport et au Corps européen de solidarité ou ayant un impact sur leur déploiement, les ressources et outils déployés par l'ASC, l'évolution des systèmes d'information et applications liés au Service Civique, les projets et dispositifs déployés au bénéfice des organismes ou des et jeunes accompagnés et toute autre évolution significative des politiques publiques et programmes portés par l'ASC et qui nécessiteraient d'être portée à la connaissance des formateurs. L'ASC s'engage à organiser au moins une formation par an, dont la durée et les modalités sont à définir avec le titulaire ;
- transmettre au titulaire du marché l'ensemble des informations nécessaires sur le cadre législatif et réglementaire du Service Civique, du programme Erasmus+ Jeunesse et Sport, du Corps européen de solidarité et de leurs évolutions, les guides édités par l'ASC et autres outils d'accompagnement des organismes, des tuteurs et des travailleurs de jeunesse à diffuser lors des formations ;
- identifier un prestataire en charge de l'interprétariat en langue des signes française pour permettre l'accès aux formations aux personnes sourdes ou malentendantes, pour les formations en présentiel ou à distance. Le coût sera pris en charge par l'ASC ;
- prévenir le titulaire, pour qu'ils puissent réserver des places de formation à cet effet, lorsque l'ASC souhaite faire participer aux formations ses agents ou délégataires de service public ;
- transmettre les éléments de sa charte graphique à intégrer dans les documents pédagogiques destinés aux participants des formations.

Il reviendra aux référents territoriaux du Service Civique de :

- contacter le titulaire pour convenir d'un programme semestriel ou annuel de formation des organismes (calendrier, choix des modules proposés) :
 - la demande devra être effectuée auprès du titulaire au moins 6 semaines avant la date du premier module ;
 - le calendrier peut être enrichi de dates supplémentaires en cours d'année moyennant un délai de prévenance de 6 semaines. Les référents territoriaux ont la possibilité de convenir avec le titulaire d'un programme trimestriel, semestriel ou annuel, nécessitant à minima des échanges biannuels entre les référents et le titulaire du marché ;
 - le programme annuel fera l'objet à chaque début d'année d'un échange entre le référent territorial du Service Civique et le titulaire du marché.

- identifier la salle, la réserver et préparer les services annexes (accessoires, tableau, vidéoprojecteur et accès à un service de restauration sur place ou à proximité pour les participants) ;
- inviter les organismes, tuteurs et autres acteurs du Service Civique du territoire à s'inscrire aux différents modules programmés, et leur diffuser régulièrement l'information relative à l'offre de formation (programmation, modalités pratiques d'inscription) ;
- apporter une information actualisée au titulaire sur les formations civiques et citoyennes proposées dans le territoire et sur l'actualité territoriale du Service Civique.

Les REIJ pourront, le cas échéant, apporter un soutien au pilotage territorial du marché pour les formations s'adressant aux travailleurs de jeunesse impliqués sur les programmes européens.

Le titulaire s'engage à :

- attester être titulaire de la certification Qualiopi
- concevoir et préparer les contenus de l'ensemble des modules du marché ;
- répondre aux demandes de réunions et de formations, en présentiel ou à distance, en proposant des dates d'interventions au maximum dans les 6 semaines suivant la date demandée ;
- mobiliser ses formateurs aux dates prévues et pour le nombre de participants inscrits afin d'assurer la tenue effective et l'animation des formations ;
- être force de proposition si au terme du premier trimestre du marché certains territoires n'ont encore programmé aucune formation : le titulaire doit alors proposer un calendrier et un programme de formations annuels aux référents territoriaux concernés ;
- former régulièrement ses formateurs, anciens et nouveaux, que ce soit aux contenus abordés dans les formations ou aux techniques et postures d'animation de formation ;
- apporter son concours et son soutien à l'organisation des formations de formateurs programmées à l'initiative de l'ASC ;
- intervenir, lorsque cela est pertinent et sur la demande de l'ASC, dans les formations destinées aux référents territoriaux du Service Civique, aux REIJ, ou dans les rencontres organisées au sujet du déploiement du présent marché ;
- travailler en étroite collaboration avec le titulaire du lot 1 du marché n°2024-01, afin de transmettre l'ensemble des informations nécessaires à celui-ci pour assurer le pilotage et le suivi des modules, notamment l'inscription en ligne des participants et le reporting de ces derniers. Le titulaire pourra assumer lui-même cette gestion s'il dispose d'un accès aux outils utilisés par le titulaire de ce lot n°1 (cf. point 1.B du présent CCTP) ;
- transmettre la liste des inscrits au plus tard une semaine avant la date de la formation aux commanditaires des modules ;
- fournir par voie électronique une attestation de présence aux formations à l'ensemble des participants à l'issue de leur participation effective ;
- suivre le nombre de modules de chaque type dispensé, au total et par territoire. Suivre le nombre de participants, au total, par module et par territoire : les participants provenant d'organismes agréés en les identifiant par leur numéro d'agrément, d'une part et les participants provenant d'organisations impliquées sur le CES et/ou bénéficiaires de subventions Erasmus+ dans les secteurs Jeunesse et Sport en les identifiant par leur numéro de convention, d'autre part. Ces informations seront organisées de manière à permettre un suivi territorialisé du marché. Ces éléments doivent être réunis sous la forme d'un tableau de bord, disponible et présenté à l'ASC en cas de demande ;
- transmettre un tableau de bord actualisé au service financier et commande publique de l'ASC à l'appui de chaque facture. Il devra comprendre la liste des prestations réalisées, la date de réalisation, ainsi que le nombre de participants par formations réalisées ;
- conserver l'ensemble des listes d'émargement et les fournir à l'ASC sur demande de cette dernière pendant toute la durée du marché ;

- présenter à l'ASC un bilan quantitatif et qualitatif final de la réalisation des prestations, arrêté trois mois avant le terme du marché.

L'ASC et le titulaire du marché s'engagent à effectuer deux bilans d'étape en cours de marché. Après notification du marché, le titulaire et l'ASC en fixeront les modalités.

ARTICLE 6 : SUIVI DU MARCHE

Le marché sera suivi par deux instances :

- **un comité de suivi**, en charge du suivi opérationnel du marché. Ce comité de suivi se réunit à un rythme trimestriel, selon un calendrier à définir suite à la notification du marché. Lors de ce comité de suivi, le titulaire s'engage à fournir un bilan d'étape quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre du marché, au total et par territoire, des propositions de ressources pédagogiques à formaliser et des propositions de thématiques ou sujets pour la formation des formateurs.
Le comité de suivi se compose de représentants de l'ASC à un niveau technique, de référents territoriaux du Service Civique et de REIJs, du titulaire du marché et de tout autre acteur jugé pertinent par l'ASC.
- **un comité de pilotage** qui se réunit une fois par an. Il se compose de l'ASC à un niveau de direction générale, des pôles métiers concernés au niveau technique, de référents territoriaux du Service Civique et du titulaire du marché. Le Comité de pilotage est notamment l'occasion d'un bilan annuel (national et territorial, quantitatif et qualitatif) de la mise en œuvre du marché.

En cohérence avec les informations quantitatives listées à l'article 5, ces instances seront particulièrement attentives aux indicateurs suivants :

- nombre de personnes formées ;
- nombre et type de formations programmées ;
- nombre et type de formations maintenues ;
- taux de maintien des modules programmés ;
- nombre moyen d'inscrits et de participants effectifs par session ;
- suivi de l'ensemble de ces indicateurs au niveau national et région par région.

A ces deux instances s'ajoutent des rencontres régulières visant à contribuer à l'animation territoriale du présent marché. Elles prévoient la rencontre et des échanges entre les référents territoriaux du Service Civique et les REIJ, d'une région donnée, le titulaire du marché et ses référents régionaux pour cette région et l'ASC. Elles sont organisées en coordination avec les référents régionaux du Service Civique.

ARTICLE 7 : REUNION DE LANCEMENT DU MARCHE

A la suite de la notification du marché, l'ASC prendra contact avec le titulaire pour l'organisation d'une réunion de lancement du marché.